

05 MARS 2009

L'EXPRESS DE MADAGASCAR DU JEUDI 5 MARS 2009

MANIFESTATION À TANA

Un homme tué par balle

L'interdiction du sit-in des partisans de Andry Rajoelina à Analakely s'est soldée par le décès d'un homme et six blessés.

Le sang a coulé hier dans la capitale. L'intervention des éléments de l'Etat-major mixte opérationnel pour empêcher les partisans de l'ancien maire de la ville d'Antananarivo de tenir un sit-in sur la Place du 13-Mai a dégénéré hier en affrontement mortel. Vers 17 heures, les militaires ont ouvert le feu pour disperser des manifestations dans le quartier d'Isotry.

Un homme a été tué sur le coup. Il s'agit d'un marchand de pistaches de la localité. L'homme était sur le bord de la rue quand une balle a traversé son avant-bras gauche avant de pénétrer dans son abdomen. « Cette fois, les militaires n'ont pas hésité à se servir de balles réelles alors qu'auparavant, ils se contentaient de lancer du gaz lacrymogène et de tirer en l'air », déclare un témoin.

Panique générale

La capitale était en effervescence hier. Dès 8 heures du matin, toutes les rues menant vers Analakely ont été barricadées par les forces de l'ordre. Malgré tout, des partisans de Andry Rajoelina ont tenté d'investir les lieux. Pour les empêcher, les militaires se sont servis de leurs armes.

La foule paniquée a pris la fuite, ce qui a provoqué des bousculades comme celle qui s'est produite à Ambohijatovo. Blessé au



Un militaire lançant du gaz lacrymogène hier à Analakely.

ventre, un homme a dû subir une intervention chirurgicale dès son admission à l'hôpital Joseph Ravoahangy Andrianavelona d'Ampelohy.

À Analakely, deux autres individus ont été blessés au visage. Plus au sud, une autre personne a également subi le même sort dans une chute. L'entrée en scène des étudiants et des jeunes en provenance d'Ankato et d'Ambohipo a aggravé la situation.

Vers 11 heures, ils ont débarqué au barrage monté par les forces de l'ordre au niveau du camp du Régiment militaire n°1 à Andoharakely.

Pour les faire évacuer les lieux, les militaires ont intensifié leur action.

Les forces de l'ordre les ont pourchassés jusqu'à Antanimbarandriana où un homme a été blessé par un éclat de grenade. Il a été aussitôt évacué à l'hôpital Joseph Ravoahangy Andrianavelona, à quelques mètres du lieu.

Ce n'est pas le cas d'un colonel de l'armée de l'air à Ambatonsakanga. Une foule rendue furieuse par l'intervention des militaires s'en est prise à cet officier supérieur qui ne faisait pas partie de l'Emmo-nat en

mission. La foule l'a attaqué alors qu'il passait par hasard dans le quartier avec sa voiture. Des individus lui ont lancé des pierres. Blessé à la tête, il a été évacué à l'hôpital.

La sixième blessée est une femme qui a reçu une balle dans le bras à Anosibe-Angaranga. Selon son mari, elle se trouvait dans la cour de sa maison quand elle a été touchée par le projectile. Pour le moment, l'origine du tir reste inconnue, étant donné qu'aucun élément de l'Emmo-nat n'est intervenu dans le quartier.

Teholy Martin



05 MARS -2009

Un ultimatum de 15 jours de l'Union Africaine

-

Les émissaires de l'Union Africaine Ramtane Lamamra et Pascal Yao Konan lors de leur rencontre avec Marc Ravalomanana à Iavoloha, le mercredi 04 mars 2009

La résolution de la crise politique à Madagascar a pris une autre allure après l'arrivée de Ramtane Lamamra. L'Union Africaine, à travers ce médiateur algérien, a donné « un délai de 15 jours au président Marc Ravalomanana pour revenir à une situation normale sous peine de ne pas avoir le Sommet de l'Union ».

Le destinataire de cet ultimatum a pris, dès hier, les mesures qui s'imposent pour rétablir l'ordre et la sécurité. Les éléments de l'Emmo-Nat ont quadrillé la Place du 13 mai, dès le petit matin, pour empêcher le rassemblement des partisans de Andry Rajoelina. Ils ont réussi le premier coup car ledit rassemblement n'a pas pu se tenir à l'endroit voulu. En début du Conseil des ministres d'hier, le président Marc Ravalomanana a réitéré l'urgence du rétablissement de la sécurité sur le territoire national

Médiation intensifiée

La communauté internationale multiplie ses interventions. Avant-hier, Niels Marquardt des Etats-Unies, Jean Claude Boidin de l'Union européenne et la chargée d'Affaires de l'ambassade de France à Madagascar, Gérardin Marie-Claire, ont fait le déplacement à Ambatobe pour voir Andry Rajoelina. Rien n'a jusqu'ici filtré de cette rencontre

Par ailleurs, le malien Tiébilé Dramé est arrivé, hier, à Antananarivo. Nommé par le SG de l'ONU, Ban Ki-Moon, « médiateur permanent dans la crise qui secoue Madagascar », cet ancien ministre des Affaires Etrangères du Mali doit apporter son expérience de fin diplomate et son talent de médiateur pour rallumer la flamme de la paix entre les camps du président Marc Ravalomanana et de l'ancien maire de la Capitale Andry Rajoelina.

En tout cas, le président Marc Ravalomanana a, devant lui, 15 jours pour relever le défi.

RAJAOFERA Eugène- Midi Madagasikara

05 MARS 2009

La Vérité

Jeudi 5 mars 2009

Actualités

L'armée malgache en action

Violentes répressions sous les yeux de l'Onu

Sans plus aucune réserve, et malgré la présence sur le sol malgache de l'ambassadeur de l'Onu, Hédi Abdallah, qui a déploré publiquement et sans ambiguïté l'usage de la force contre des manifestants pacifiques, l'armée malgache « a repris la fonction d'être le bras armé du régime » et s'est escadée en escadade pour essayer de mater le mouvement de contestation actuel pas seulement dans la Capitale mais un peu partout dans le pays. Pour ce qui concerne Antananarivo, depuis avant-hier les forces

ont été et sont de plus en plus de la diffusion de leur armes et munitions, mais même impression qu'il y a eu division mais on ignore cependant dans quelles proportions. Il y a eu d'abord une partie qui, jusqu'ici, s'est tenue strictement à sa mission initiale, celle de protéger les personnes et les biens. Cette fonction est celle qu'on s'attendait à ce que les militaires et autres forces qui opèrent depuis systématiquement en marge des manifestations des opposants pour dissuader ces derniers. Et dans la plupart des cas, les militaires de la Capitale ont été à respecter cette règle de l'armée.

Il est en effet évident que dans certaines rues de la ville des patrouilles de militaires armés et à pied ont été une des réalités de ces jours derniers, surtout au niveau de certaines zones, des affrontements sanglants opposant la population à d'autres unités des forces de l'ordre, ces dernières s'attaquant notamment, et sans avoir été provoqués, à des officines situées entre les manifestants. Toutefois, ces faits démontrent qu'il y avait au moins deux conséquences au sein de l'armée, pour dire son caractère.

Déclarations présidentielles contestées

Et c'est là que se pose la question de savoir qui dirige effectivement les forces de l'ordre dans les

zones en question ? En effet, lors de la rencontre qu'il a eue avec quelques personnalités de la société civile (à l'issue sur les ordres des ministres de l'Intérieur), Marc Ravalomanana ne paraissait pas franchement sûr que l'histoire était changée et « renver » les manifestations actuelles et a regretté que cette unité s'est tenu à sa mission de protection des biens et des personnes.

Le haut-commandement militaire, cependant, ouvertement ou déclinant ses possibilités, des militaires harcèlent aussi ces unités les hostiles et ont tenté de provoquer les étudiants et les autres dans leur fait qui ont fait réagir. Admettons le contraire. Et hier, cette action offensive, qu'on peut qualifier d'« offensive », s'est encore aggravée - au point, au regard de plusieurs zones - puisque, et dans la capitale et dans tout le reste de la ville qui fait l'objet d'un véritable siège par des éléments des forces de l'ordre par centaines, toujours armés. Par la suite, ce furent de véritables heurts qui ont entraîné plusieurs unités de la ville des Mées. Et les questions se posent alors que font.

En dehors de tout contrôle ?

Les propos tenus de côté de l'Etat (même de la part de la presse) ont été contestés et se justifient après de l'opinion publique

de l'ordre - dont on s'est mal débarrassé d'ailleurs - ou le corps d'origine ne se sent pas confortés de se déployer tout simplement de suite passées à l'offensive avec une rare violence et ce, sans qu'aucune action d'ordre engage présidemment par les manifestants le pas-changement. Sur le terrain, la confusion est totale, toutes les cartes ayant été brouillées et on peut dire que jamais dans son histoire, Madagascar n'a connu une telle situation d'incertitude.

que, les unités militaires ? Ou le président de la République, sans être totalement convaincu de la réalité et le caractère de ce mouvement d'opposition ? Ou encore, et c'est le plus probable, Marc Ravalomanana n'est-il tout simplement déposé par les événements et se rendrait plus ou moins à l'écart ? Dans ce dernier cas en effet, cela signifierait qu'en partie de l'armée a été à tout contrôle, y compris celui de son chef suprême, le président de la République.

Vers une guérilla urbaine ?

Sur un tout autre plan, et cela est sans doute dans la Capitale, des faits qui ne se rencontrent pas dans les pays en développement leur apparence d'être une crise. Effectivement, quel que soit le cas, on se voit à se livrer à des heurts d'armes individuelles, pour peu que celles-ci soient des faits en accord des unités armées pour le pouvoir en place. A partir de là, on devient dans un certain sens une véritable guérilla. Des pratiques sont alors adoptées, sans cependant entrer, au-delà de l'histoire, à la lettre d'oppression, vers à l'existence d'une activité également connue, les mêmes concernés dans l'histoire d'Antananarivo en tant que tels. Et comme il s'agit d'un dialogue, en l'absence de tout dialogue de la part

de ses leaders, on devient dans un certain sens à l'instar de ce qui se passe, tout le monde de contestation et d'opposition vers à dire encore et le mouvement de contestation se mue en une véritable guérilla urbaine, avec le risque d'imprévisibilité et d'actions immédiates que nous ne pouvons pas prédire.

Le régime a « réussi » à paralyser la ville

Dans les faits, il est indéniable que les forces armées malgaches des forces de l'ordre ont réussi à l'ensemble de l'objectif de l'Etat républicain - celui de donner l'impression d'avoir le contrôle de la situation et que la vie se poursuit normalement dans le pays. C'est à dire, que l'administration fonctionne, que les activités économiques se font par ailleurs et que les données démographiques sont stables. Mais, les autorités « légales » ont eu droit aussi à ce mouvement de contestation et à l'absence jusqu'à présent, notamment la Capitale. Une situation remarquable. Qui qu'il en soit, les événements continuent autour de nouvelles à Antananarivo. On a donc deux situations qui s'affrontent sur place et qui sont donc une première étape pour tenter de décrire et les autres dans cette crise. Et surtout, qui est en l'air.

Hery Mampanono

05 MARS 2009

Midi 05/03/09

Cahier détachable

Anakelany interdit aux manifestants

Intervention des forces de l'ordre à l'occasion d'une manifestation, jeudi 5 mars, devant le siège de la mairie de Fianarantsoa. Les forces de l'ordre ont interdit aux manifestants d'entrer dans le bâtiment.



Les forces de l'ordre ont interdit aux manifestants d'entrer dans le bâtiment.

Intervention des forces de l'ordre
Lors d'une manifestation organisée jeudi 5 mars devant le siège de la mairie de Fianarantsoa, les forces de l'ordre ont interdit aux manifestants d'entrer dans le bâtiment. Les manifestants ont été dispersés et certains ont été blessés. Les forces de l'ordre ont utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser la foule.

Pleins de 13 mai
6 "Vazaha" présents
Six membres du groupe "Vazaha" sont présents lors des événements de ce jour. Ils ont exprimé leur soutien à la cause des manifestants et ont appelé à la continuation de la lutte.

MEDIATION DE L'ONU Une mission délicate. pour-Tiebilé- Dramé

Le médiateur désigné par le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Ban Ki-Moon, est arrivé hier. Il s'agit de l'ancien ministre malien des Affaires étrangères, Tiébilé Dramé. Il a aussitôt rallié Ambohimambola pour entamer les premières démarches de sa mission avec les médiateurs du FFKM, les représentants des protagonistes et les membres des autres organismes internationaux (Union africaine, Sade ...) associés aux négociations.

Rien n'a cependant filtré de cette première rencontre.

En attendant, la presse malienne à travers une publication de L'Indépendant (ml) en date d'hier note que «*la nomination de Tiébilé Dramé par le secrétaire général de l'Onu comme médiateur permanent dans les pourparlers à Madagascar intervient dans un contexte marqué par la rupture totale entre les deux parties. En effet, les premières tentatives de négociations ont presque toutes échoué, à commencer p'fr celle menée*

par l'archevêque d'Antananarivo, Mgr Odon Marie Arsène Razanakolona, qui avait pourtant réussi à mettre les deux parties autour d'une même table. Mais le dialogue a été brutalement stoppé mery:redi, lorsque le président Ravalomanana a choisi de ne pas se rendre à une nouvelle rencontre. Sdn adversaire, Andry Rajoelina, président autoproclamé ~une Haute autorité de transition, répète que la démission de Marc Ravalomanana est une exigence non négociable ... Autant dire que cette situation prédit une mission délicate pour le médiateur permanent ... » .•

Délicate, car les événements d'hier vont certainement peser sur la balance des négociations et particulièrement sur une éventuelle reprise du dialogue entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina.

Une autre démonstration?

Dans une intervention téléphonique sur une télévision pri-

vée de la capitale, Andry Rajoelina a de nouveau fustigé le régime, le taxant d'avoir ravivé les violences. Ce, à travers les interventions plus ou moins musclées des forces de l'ordre pour interdire la poursuite du rassemblement populaire sur la place du 13 mai.

Néanmoins, ces violences ne se sont pas déroulées au «13 mai» mais ailleurs, notamment pour contrecarrer les velléités de casse ou de vandalisme. Aussi, les forces de l'ordre se devaient absolument d'intervenir .. Ce qui va, dans une certaine mesure, dans le sens de leur mission de sécurisation des personnes et de leurs biens et de maintien de l'ordre public.

A défaut de manifestants sur la place du 13 mai, ce sont les forces de l'ordre qui ont occupé la place pour y faire une démonstration de force. N'a-t-on pas dit que cette année sera celle des démonstrations

Miadana Andriamaro

Jeudi 5 mars 2009

Les Nouvelles

05 MARS 09

SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

SE.FA.FI

Observatoire de la Vie Publique

Immeuble Ramaholimihaso

Rue Rajakoba Augustin (Ankadivato) Antananarivo

Tél. : 22 663 99 Fax : 22 663 59 Email : mrcabram@wanadoo.mg

LA FORCE NE RÉSOUT PAS LES PROBLÈMES

Interpellation

Voilà près de deux mois qu'une partie la population malgache manifeste de manière pacifique contre ses dirigeants. D'abord limitée à la capitale Antananarivo, la fronde s'étend aujourd'hui à l'ensemble de l'Île. Cette extension du mouvement montre que le problème est national : il devra donc être traité à l'échelle de la nation.

L'une des raisons du blocage vient de ce que le pouvoir refuse de donner à la population les informations qu'elle est en droit de connaître pour se faire une idée objective de la situation. L'incendie de la station MBS, au premier jour des affrontements, est symptomatique du refus d'être manipulé par une information censurée. En 2002, le candidat Marc Ravalomanana avait protesté parce qu'il n'avait accès ni à la RNM, ni à la TVM ; aujourd'hui, c'est lui qui interdit l'accès des opposants aux médias publics, et la couverture nationale aux chaînes privées. La fermeture de la télévision Viva en décembre dernier avait été le déclencheur de la crise ; à présent, les émissions de radio Antsiva, de radio Viva et de TVPlus sont brouillées. Cette question ne pourra être résolue tant que toutes les sensibilités et toutes les opinions de la société n'auront pas un accès libre et impartial aux médias publics : c'est là un droit imprescriptible de tous citoyens, dans tous les pays. L'article 10 de la Constitution malgache pose les principes des libertés d'opinion et d'expression, de communication et de presse. L'article 11 de la Loi fondamentale réaffirme que « *tout individu a droit à l'information. L'information sous toutes ses formes n'est soumise à aucune contrainte préalable* ». Le SeFaFi exige donc, dès à présent, l'accès libre de tous à tous les médias publics et privés. Le président de la République, étant chargé de veiller au respect de la Constitution, a le devoir de protéger les droits individuels et les libertés fondamentales.

Mais si la crise dure et se radicalise davantage chaque jour, c'est aussi et surtout une absence de volonté de trouver une solution négociée à la crise actuelle. Le FFKM (Conseil chrétien des églises de Madagascar) et la communauté internationale, et en particulier les Nations unies, qui jouent les bons offices, se doivent d'être fermes face aux manquements à la négociation. D'autre part, le recours à la force n'a jamais été une solution pour résoudre une crise politique. Cette politique ne peut qu'aboutir aux massacres dont notre pays est malheureusement devenu coutumier, et dont celui du 7 février 2009 est la dernière illustration, sans parler des morts au cours des manifestations dans les différentes régions du pays. Elle porte en elle-même les germes de son échec, car si l'usage de la force impose la soumission extérieure, il entretient en même temps la résistance des esprits et des cœurs. Et l'histoire montre que le peuple malgache sait faire preuve de la constance et de l'obstination voulues pour que lui soient reconnus les droits légitimes dont il s'estime dépossédé.

Devant l'impasse dans laquelle se trouve le pays, et en raison de l'urgence d'une solution qui exclut tout recours à la violence, le SeFaFi s'autorise alors à interpeller les principaux acteurs de cette crise.

Aux chefs militaires, nous redisons ce que leur avait enjoint le Collectif des citoyens et des organisations citoyennes, le 2 mars dernier : « face aux pressions politiques diverses que subissent les forces [de l'ordre], il convient de rappeler que, dans l'accomplissement de leurs missions, elles doivent également veiller à l'exercice de la justice et à la protection du droit à la vie ». Au cours des différentes crises politiques qui ont secoué Madagascar depuis l'indépendance, les forces armées ont toujours été le dernier recours avec les Eglises. L'armée nationale, la gendarmerie nationale et la police nationale sont les symboles de la souveraineté nationale. L'existence de milices privées et la présence de mercenaires étrangers constituent une atteinte grave à cette souveraineté et une offense à l'honneur des forces armées.

Au chef suprême des armées, le président Marc Ravalomanana, nous rappelons que les citoyens jouissent du droit de réunion et de manifestation. Le non respect de ces droits est inconciliable avec l'ordre public, et le recours à la force, et surtout celle des armes, est un comportement anti-démocratique. Les plaintes et revendications émises par les manifestants sont graves : elles doivent être prises en compte et mener, le cas échéant, à de solutions exceptionnelles.

Aux Eglises, nous demandons d'exercer leur rôle de médiation comme un ministère évangélique. Ce faisant, qu'elles restent fidèles à leur mission religieuse et soient guidées par la justice et la vérité, sans lesquelles il n'est pas de réconciliation. Il serait inconcevable que des responsables d'Eglises agissent par ambition politique, par amour de l'argent ou par goût des honneurs.

A tous les responsables du régime, et en particulier les ministres et les parlementaires, nous rappelons les exigences morales de leur engagement. Prendre une responsabilité politique, c'est rechercher le bien de la population et œuvrer pour l'intérêt général, et non pas ses avantages personnels ; c'est se mettre au service de l'intérêt général du pays, et non pas de certains intérêts particuliers. C'est aussi accepter de remettre en question sa légitimité d'élu ou de décideur, si la population manifeste ouvertement son désaccord avec la manière dont le pays est géré.

Aux représentants de la « communauté internationale », enfin, le SeFaFi rappelle que la légalité constitutionnelle aurait du être invoquée (et ses manquements dénoncés) à tout moment, et pas seulement par ces temps de crise. Il en va de même pour la bonne gestion de l'argent public et du bon usage de l'aide étrangère. Car une légalité sans adhésion populaire est souvent le paravent de dictatures qui ne disent pas leur nom, surtout lorsque les élections conformes à la légalité ne permettent pas l'alternance démocratique. Et de bonnes négociations peuvent aboutir à des changements constitutionnels considérables, comme ce fut le cas en 1972 et en 1991...

Le SeFaFi tient également à rappeler à la communauté internationale que la légalité constitutionnelle ne se limite pas au simple respect des institutions démocratiquement élues. Elle comprend également les droits fondamentaux et libertés publiques dont les individus peuvent se prévaloir devant les gouvernants, notamment ceux des articles 10 et 11 de la Constitution précités ainsi que les principes posés par le préambule de la Loi fondamentale.

Le Préambule de la Constitution malgache fait expressément référence à la Charte Internationale des Droits de l'homme, qui comprend la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il appartient à la communauté internationale de faire respecter notamment l'article 19 de la Déclaration : « *Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de rechercher, de recevoir et de répandre, sans considération de frontières, les informations et les idées par quelque moyen que ce soit* » et l'article 20.1 : « *Toute personne a droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques* ».

Le SeFaFi interpelle l'Union africaine qu'elle a le devoir de faire respecter la Charte Africaine des Droits de l'homme et des Peuples, et en particulier les dispositions suivantes :

Article 4 : « *La personne humaine est inviolable. Tout être humain a droit au respect de sa vie et à l'intégrité physique et morale de sa personne.* »

Article 6 : « *Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne. Nul ne peut être privé de sa liberté sauf pour des motifs et dans des conditions préalablement déterminés par la loi, en particulier nul ne peut être arrêté ou détenu arbitrairement* ».

Article 9 : « 1. *Toute personne a droit à l'information*

2. *Toute personne a le droit d'exprimer et de diffuser ses opinions dans le cadre des lois et règlements* ».

Le respect de la légalité constitutionnelle ne peut être partiel et partial.

Aux Eglises et à la communauté internationale, nous demandons de passer du stade des bons offices à celui d'une vraie médiation. Les bons offices et la médiation sont constitués par l'entremise d'un tiers dont le concours a pour objet de faciliter un accord entre les parties à un différend. Les bons offices excluent toute solution proposée par un tiers : ils se bornent à susciter les négociations et à rapprocher les parties. Le médiateur, par contre, est habilité à proposer des solutions. Le désastre économique et la destruction du tissu social, conséquences directes de la crise politique actuelle, exigent que soit désormais pratiquée une vraie médiation.

Fait à Antananarivo, le 5 mars 2009

Radio Antsiva

Interpellation...

Dans un communiqué transmis à notre rédaction, la responsabilité de la station privée « Radio Antsiva » sur FM 97.8 explique la raison de son absence durant toute la journée d'hier.

Ce silence n'est dû à aucune panne de diffusion signalé par le réseau de radio. Radio Antsiva vient de 2 jours de plus (hors horaires d'antenne) la station, une à l'heure de l'arrêt d'Antsiva, mardi dans la soirée. « Cet évé-

nement sera que le budget de notre réseau et l'occupation de la station. Radio Antsiva, nos investisseurs, depuis quelques jours, ne sont pas en mesure de faire occuper notre réseau, d'où ce silence pour la journée de mardi et sera à peine le communiqué.

En réalité, les programmes de « Radio Antsiva » se sont concentrés pour préparer les démarches professionnelles dans la contribution de leur fonction. Enfin, la responsabilité de communication a été à tout les engagements, de garantir des messages transmis pour venir au secours à ces différents formes de perturbation et d'interdiction sur la « Radio Antsiva ». Ce qui est un simple acte une interpellation qui ne doit pas être non.

D'ailleurs, beaucoup d'auditeurs se étaient venus hier de la plus grande des informations et reportages sur la FM 97.8. De notre côté, souhaitons bon courage à nos confrères, notamment Juvial Razafimanana, Anelick Rahetsonana, Njaha Andriamonjoni, Michel Rabibisoa et autres.

The document is a formal communication from Radio Antsiva. It features the station's name at the top, followed by a title 'Interpellation...'. The main body contains several paragraphs of text, some of which are partially obscured by the article's text. At the bottom of the document, there is a signature and a date stamp.

Médias

Avertissement pour 'la-radio Antsiva

" On a été constaté que le contenu des programmes diffusés sur votre station violent les dispositions de l'article 2 (du décret n094-740 du 22/11/94) et tend à inciter à la désobéissance civile et à ébranler la confiance du public envers les Institutions de la République." C'est le motif de la lettre de mise en demeure du Ministre des Télécommunication, de la Poste et de la Communication adressée au Directeur de la

radio Antsiva

En guise de réaction, Antsiva a décidé d'observer un silence ... radio et affirme être "victime de brouillages" et de "provocation de la part de Radio Mada", alors que cette dernière subit également des problèmes du même genre.

Or, malgré cette décision de silence radio, la station émettait toujours, du moins durant la journée d'hier.

Le Quotidien 05-03-09

JEUDI 5 MARS 2009

Ambositra

Deux morts et huit blessés

par Valis

Les forces de l'ordre ont du intervenir hier mercredi 4 mars car les manifestants n'ont pas accepté la réponse du Chef de Région d'Amoron'i Mania qui ne voulait pas démissionner. Des tirs en l'air ont encore été entendus, selon les informations recueillies à la radio RDB, jusque vers 19 heures. Les affrontements ont commencé à 16 heures car les manifestants qui réclament la démission du Chef de Région ont voulu forcer les barrages des éléments armés qui leur interdisent l'accès au site de résidence du Chef de Région, à Antampon'i Vinany.

Lors de ces affrontements, deux manifestants ont trouvé la mort et huit autres ont été blessés, dont deux gravement.

Rappelons que l'issue des discussions de la fin d'après-midi du mardi 3 mars, entre la délégation des manifestants et le Chef de Région avait donné l'impression qu'Ambositra serait l'exception car jusque là, les manifestations se sont déroulées sans incident ni affrontement. La tournure des événements d'hier mercredi a déçu plus d'uns.

Source :

<http://www.madagascar-tribune.com/Deux-morts-et-huit-blesses,11295.html>

RADAVIDSON ANDRIAMPARANY « Marc Ravalomanana devrait lâcher du lest »

S'exprimant hier sur la crise, l'ancien ministre des Finances, Benjamin Radavidson Andriamparany estime que le président de la République Marc Ravalomanana devrait lâcher du lest. Un « délestage » qui contribuerait à la recherche de solutions à travers les négociations en cours sous l'égide des médiateurs du FFKM et des émissaires de l'Union africaine et de l'Organisation des Nations unies. Entretien.



L'ancien ministre des Finances, Benjamin Radavidson Andriamparany.

En l'état actuel des choses, pensez-vous que le dialogue sera encore possible entre les deux protagonistes ?

- À mon avis, la situation est très chaotique. Étant donné que c'est toute la population, c'est tout Madagascar qui manifeste actuellement. Je ne pense pas qu'un dialogue entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana puisse encore avoir lieu. Il y a aussi plusieurs facteurs qui entrent en jeu. Il y a d'abord l'insécurité flagrante même si les forces de l'ordre essaient de rétablir la situation. Mais on voit qu'ils sont plus ou moins dépassés. La seule solution, c'est d'être avec la population et se pencher ensemble sur une solution à la crise, pour qu'il y ait un minimum de sérénité et pour qu'il y ait une atmosphère propice à tout éventuel dialogue.

À propos de solution, avez-vous un schéma à proposer ?

- Personnellement, je pense que le gouvernement et le président de la République ne sont plus à même de gouverner le

pays. Puisque ce n'est pas la personne du président Marc Ravalomanana, c'est tout le système qui est bloqué actuellement. Et quoique les forces de l'ordre puissent intervenir par des répressions pour rétablir l'ordre, je ne pense pas que cela mène à une sérénité. Il y aura toujours des revendications et des manifestations, et cela risque de créer une spirale de violences qui ne sera pas maîtrisable d'ici peu.

Comment voyez-vous donc l'avenir immédiat du pays ?

- L'avenir est sombre, certes. Mais il faut que les bonnes volontés s'unissent pour chercher une voie radicale à mon avis. Les mécontentements et les revendications sont tels que ce n'est plus un changement de personnalité qu'il faut à Madagascar mais plutôt un changement de système. C'est pour cela qu'il faut aller vers un changement de Constitution, vers un nouveau schéma de gouvernement. Et cela doit passer inévitablement par une période transitoire.

À propos de vos relations avec le président de la République, que pouvez-vous dire ?

- Je n'ai pas de relation particulière avec le président de la

République depuis que je ne suis plus ministre. Mais j'entend rester neutre vis-à-vis de la situation actuelle. Toutefois, au nom de l'intérêt supérieur de la nation et au nom de la chrétienté dont le président de la République est une des grandes figures de l'église FJKM, je pense qu'il serait sage de savoir art de lâcher un peu du lest, sinon de quitter le pouvoir ou bien de donner le pouvoir à d'autres entités qui puissent mener à bien cette réforme de notre pays. Sinon, on va aller vers cette spirale de violences nuisibles à toute la nation.

Après avoir quitté le gouvernement, qu'est-ce que vous êtes devenu actuellement ?

- Je suis un simple citoyen qui suit de très près l'évolution de la vie du pays, surtout sur le plan économique. C'est d'ailleurs pour cela que je n'ai pas hésité à monter au créneau pour tirer la sonnette d'alarme en disant que cette situation ne peut pas s'éterniser, que notre pays s'engouffre de jour en jour dans une situation économique vraiment catastrophique. Ce, non seulement en ce qui concerne la production et l'économie interne du pays, mais aussi la remise en cause de toute une confiance de l'économie internationale, des bailleurs de fonds, des investisseurs. Pour remédier à cela, il faut que cette crise s'arrête rapidement et que la sérénité s'installe très vite. Parce que, à l'évidence, Madagascar ne peut pas vivre en autarcie, il doit avoir sa place au sein de cette mondialisation. Nous sommes un petit pays, une petite économie, mais cela n'empêche pas que nous allons recevoir de plein fouet les effets de la crise internationale et de tout ce qui se passe au niveau international. Et si on devait y ajouter la paralysie de l'économie nationale, cela va devenir très catastrophique.

Propos recueillis par
Miadana Andriamaro

MEDIATION DE L'ONU Une mission délicate. pour Tiebilé Dramé

Le médiateur désigné par le secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), Ban Ki-Moon, est arrivé hier. Il s'agit de l'ancien ministre malien des Affaires étrangères, Tiebilé Dramé. Il a aussitôt rallié Anrivotrimanantso pour entamer les premières démarches de sa mission avec les médiateurs du FFKM, les représentants des protagonistes et les membres des autres organismes internationaux (Union africaine, Sade ...) associés aux négociations.

Rien n'a cependant filtré de cette première rencontre.

En attendant, la presse malienne à travers une publication de L'Indépendant (ml) en date d'hier note que « la nomination de Tiebilé Dramé par le secrétaire général de l'Onu comme médiateur permanent dans les pourparlers à Madagascar intervient dans un contexte marqué par la rupture totale entre les deux parties. En effet, les premières tentatives de négociations ont presque toutes échoué, à commencer par celle menée

par l'archevêque d'Antananarivo, Mgr Odon Marie Arsène Razanakoalona, qui avait pourtant réussi à mettre les deux parties autour d'une même table. Mais le dialogue a été brutalement stoppé mercredi, lorsque le président Ravalomanana a choisi de ne pas se rendre à une nouvelle rencontre. Son adversaire, Andry Rajoelina, président autoproclamé d'une Haute autorité de transition, répète que la démission de Marc Ravalomanana est une exigence non négociable ... Autant dire que cette situation prédit une mission délicate pour le médiateur permanent ... ».

Délicate, car les événements d'hier vont certainement peser sur la balance des négociations et particulièrement sur une éventuelle reprise du dialogue entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina.

Une autre démonstration ?

Dans une intervention téléphonique sur une télévision pri-

vée de la capitale, Andry Rajoelina a de nouveau fustigé le régime, le taxant d'avoir ravivé les violences. Ce, à travers les interventions plus ou moins musclées des forces de l'ordre pour interdire la poursuite du rassemblement populaire sur la place du 13 mai.

Néanmoins, ces violences ne se sont pas déroulées au « 13 mai » mais ailleurs, notamment pour contrecarrer les velléités de casse ou de vandalisme. Aussi, les forces de l'ordre se devaient absolument d'intervenir. Ce qui va, dans une certaine mesure, dans le sens de leur mission de sécurisation des personnes et de leurs biens et de maintien de l'ordre public.

À défaut de manifestants sur la place du 13 mai, ce sont les forces de l'ordre qui ont occupé la place pour y faire une démonstration de force. N'a-t-on pas dit que cette année sera celle des démonstrations

Miadana Andriamaro

Jeudi 5 mars 2009

Les Nouvelles

JEUDI 5 MARS 2009

par Valis

Répression ou rétablissement de l'ordre

Jusque dans les quartiers

La peur sur la ville. Les forces de l'ordre ont réussi à empêcher le meeting de la Place 13 mai prévu hier mercredi 4 mars 2009. Elles ont dispersé par des tirs en l'air et des jets de gaz lacrymogène toutes tentatives de regroupement d'individus. Mais au fur et à mesure des réactions des jeunes gens qui les excitaient, la tension et les affrontements ont gagné les quartiers populaires.

Les habitants des quartiers d'Antanimena, Ankazomanga, Vasakosy, Antohomadinika, 67ha Est, Isotry, Ampefiloha mais aussi Besarety ont vécu dans l'angoisse. Des jeunes gens qui accouraient dans tous les sens tout en sifflant semaient la panique chez les piétons et les commerçants des quartiers.

Vers la fin de l'après-midi, des barrages sont érigés par des jeunes dans beaucoup de quartiers de la ville, bloquant eux aussi la circulation des véhicules. Les transports publics ont ainsi été obligés de prendre des chemins de travers ou de faire des détours pas toujours confortables pour les passagers. En tout cas, les commerçants du quartier d'Analakely n'ont pu faire commerce.

Source :

<http://www.madagascar-tribune.com/Jusque-dans-les-quartiers,11294.html>

« **Le Hintsy** »

Le camp Rajoelina absent

Rupture. La énième rencontre des deux camps protagonistes qui s'est tenue hier dans l'après-midi à l'hôtel « Le Hintsy » à Ambohimambola, n'a pas vu la présence des mandataires de Andry Rajoelina. Les trois mandataires du président Marc Ravalomanana, à savoir le président de l'Assemblée nationale Jacques Sylla, le ministre Ivohasina Razafimahefa et le sénateur Noël Rakotondramboa, y étaient. Les quatre chefs d'églises du FFKM ont rejoint également hier Ambohimambola. Aucune explication n'a été avancée par le président du FFKM Mgr Odon Arsène Razanakolona sur cette absence du camp Rajoelina. Est-ce la rupture du dialogue ? A entendre les différentes entités qui interviennent actuellement en vue de trouver une issue à la crise actuelle, il semble qu'il y a encore de l'espoir. Le gai Guy Ratra[moarivony a, par exemple, déclaré sur les ondes d'une radio privée de la Capitale que le Président Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina ont accepté de renouer le dialogue.

Du pain sur la planche. Officieusement, Ny Hasina Andriamanjato, Monja Roindefo et Désiré Philippe Ramakavelo ont boudé la rencontre d'hier pour dire non à l'utilisation de la force pour empêcher les manifestants d'envahir la Place du 13 mai. Or, cette utilisation de la force est l'exécution de la consigne du Président Marc Ravalomanana qui a insisté, lors du Conseil des ministres du mercredi dernier, sur la nécessité d'appliquer la loi pour « rétablir l'ordre et la sécurité ». En fait, les médiateurs *pes* organisations internationales qui sont dans nos murs, ont du pain sur la planche. Car ramener autour de la table de négociations le Président Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina n'est pas facile dans les conditions actuelles. En tout cas, trois organisations internationales sont spécialement présentes dans la Grande Ile pour aider Madagascar à sortir de la crise politique actuelle. Il s'agit de l'Union Africaine, des Nations Unies et de la SADC, à travers ses six instructeurs militaires dont la présence mercredi dernier sur la Place du 13 mai suscite jusqu'à présent des polémiques.

RAJAOFERA Eugène

REVENDEICATION

Andry Rajoelina persiste et signe

Après deux jours de tentatives infructueuses, Andry Rajoelina continue d'inviter ses partisans à se rassembler sur la Place du 13 Mai.

ANDRY Rajoelina, « président de la Haute autorité de la transition (HAT) » exhorte ses partisans à ne pas baisser les bras. Il insiste sur un retour sur la Place du 13 Mai, malgré la fermeté du président Ravalomanana pour l'en empêcher.

« La lutte continue. Les ministres de la transition vont mettre en place une organisation demain (ce jour) pour un départ à partir des arrondissements », a déclaré Andry Rajoelina, à son domicile, hier en début de soirée. « Samedi, je demande à tout le monde de porter des vêtements de couleur blanche et de venir sur la Place du 13 Mai. Nous allons organiser une sorte de marche », a-t-il continué.

Menace de retrait

Le « président de la HAT » a encore haussé la voix, après la deuxième journée de face-à-face entre manifestants et forces de l'ordre. « Assassinat »,



L'état se resserre sur l'ancien maire de Tana.

« terrorisme » ou encore « dictature » reviennent dans sa bouche pour qualifier la situation.

Jusqu'ici bloqué par l'intervention musclée des forces de l'ordre, Andry

Rajoelina tape encore du poing sur la table. Il a annoncé sa décision de se retirer des discussions avec le camp du président Ravalomanana.

« Comment peut-on discuter avec des terroristes ? », s'est-

il demandé. En effet, depuis hier, l'équipe de Andry Rajoelina ne s'est plus présentée à Ambohimambola pour continuer les débats avec les émissaires du chef de l'Etat.

L'ancien maire d'Antananarivo se tourne enfin vers la communauté internationale qu'il compte interpeller. « Je vais rencontrer les bailleurs de fonds et les ambassadeurs demain (ce jour). Je vais leur demander s'ils cautionnent toujours un régime qui tue les gens », a-t-il expliqué.

A l'instar du député Raharinaivo Andrianantoandro, porte-parole du Tiako i Madagasikara (Tim), les personnalités politiques proches du pouvoir refusent de commenter les événements des deux derniers jours. « Nous sommes encore en réunion et je préfère ne pas faire de commentaire à chaud sur ce qui se passe », a expliqué le membre du bureau politique du parti présidentiel.

Honiaina Alain

VENDREDI 6 MARS 2009

par [Valis](#)

Dans les fokontany

Du riz blanc à 700 Ar le kilo

Les 192 fokontany de la capitale ont bénéficié hier Jeudi 5 mars, de 192 à 200 tonnes de riz blanc de la part de l'Etat. Exécutant les ordres du président Ravalomanana, le gouvernement a trouvé les moyens d'aider les couches vulnérables en riz. Ce riz est mis en vente dans les fokontany à raison de 700 ariary le kilo. Dans l'après-midi, les bureaux des fokontany ou les points de vente de ce riz ont été assaillis par les populations cibles.

Si cette opération riz se poursuit, elle risque de perturber les prix du riz sur le marché et par la même occasion de fragiliser les opérateurs en riz local.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Du-riz-blanc-a-700-Ar-le-kilo,11302.html>

Le Quotidien 06-03-09

Médiation Tiébilé Bramé en terre malgache

Le nouvel envoyé spécial de dernier par le secrétaire l'Onu, Tiébilé Dramé, ancien général de l'Onu, ancien ministre malien des Affaires étrangères, est chargé de suivre le déroulement de la négociation entre les deux parties, dont rien, jusqu'à présent, n'a filtré.

Président de la République Tiébilé Dramé, né le 9 juin 1955, a été le ministre des Affaires étrangères en succession de son prédécesseur, Haïlé Menkerios. Le nouvel émissaire à Madagascar, nommé jeudi

VENDREDI 6 MARS 2009

Brouillage et mise en demeure

Radio Antsiva se plaint auprès de ses auditeurs

La radio Antsiva a porté à la connaissance du public, l'existence d'une « *Lettre de mise en demeure* » portant le numéro 09/024-MTPC/CAB en date du mardi 03 mars 2009, signée par le ministre de la Communication. « *Nous avons ainsi décidé d'observer un silence radio durant ce mercredi 04 mars 2009* » dixit le communiqué. La radio Antsiva ne s'est pas contenté d'informer ses auditeurs de l'existence de la lettre de mise en demeure. Elle s'est plaint aussi auprès de ses auditeurs de l'attitude de ses confrères.

« *Nous avons décidé de faire un silence radio pour contester le brouillage de nos ondes par la Radio Mada* » indique le communiqué de la radio Antsiva. Un fait qui n'arrange pas du tout le travail des employés de cette station privée. Ils ont ainsi lancé un appel à l'endroit des divers responsables concernés par cette situation pour rétablir l'ordre, en enlevant le brouillage de leurs ondes, pour permettre à la radio Antsiva de faire son travail comme il se doit.

Recueilli par Ninaivo R.

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/Radio-Antsiva-se-plaint-aupres-de,11303.html>

Les Nouvelles 07-03-09

MGR ODon RAZANAKOLONA Un rappel à l'ordre de l'Union africaine et de la SADE

Il Y aurait apparemment une intention d'«ingérence» des émissaires de l'Union africaine et de la SADC dans les affaires nationales de l'heure, au point d'amener le président du FFKM, Mgr Odon Marie Arsène Razanakolona, à leur adresser une sorte de mise en garde.

Son appel d'hier a été assez éloquent concernant les agissements de ces derniers dans le cadre des négociations pour une sortie de crise, lesquelles ont repris sur l'insistance des représentants de l'Organisation des Nations unies (ONU) après que l'archevêque d'Antananarivo ait annoncé sa décision de se retirer de la conduite des pourparlers.

Lors d'une brève conférence de presse à l'Épiscopat d'Antanimena, Odon Razanakolona a taxé ces émissaires africains de faire pression sur les dirigeants pour «prendre des décisions contraires à la sagesse et, aux valeurs malgaches» (Iarareo Union africaine sy ny ao amin'ny SADC : atsa-haro ny fanerena ny mpitondra hanao izay mifanohitra amin'ny fahendrena sy ny hasina maha-Malagasy).

Est-ce vraiment le cas ? Tout porte à le croire à la lueur de cette déclaration du président du FFKM qui n'entend pas pour autant se désister de nouveau des responsabilités qu'il a acceptées d'assumer en

réintégrant la table des négociations.

Néanmoins, il a tenu à conforter le respect par les uns et les autres des conditions qu'il a exigées, à savoir la cessation des violences, des intimidations et des arrestations, la liberté d'expression pour tous et la liberté de la presse pour permettre à tous les organes concernés de publier et de diffuser toutes les informations et autres événements qui se passent dans le pays.

On Razanakolona constate cependant qu'aucune de ces conditions n'est respectée actuellement, dans la mesure où les manifestations relatives à la liberté d'expression sont interdites. Une interdiction assortie d'un usage manifeste de la force et de toutes sortes d'intimidations créant un véritable désarroi au sein de l'opinion. D'un autre côté, on continue de procéder aux brouillages des fréquences d'émission de certaines stations de radio et de télévision privées, tandis que celles des autres «favorables» aux initiatives du régime semblent avoir le champ libre à travers leurs incitations aux violences et aux affrontements.

Odon Razanakolona a également évoqué les violences qui ont cours dans les différentes régions du pays, dont les dernières en date sont l'assassinat

d'une mère de famille, opératrice économique bien connue dans la région d'Arivonimamo, et celui du maire d'Alarobia Antanaralaza.

Le moins qu'on puisse dire est que l'archevêque vient à nouveau de tirer la sonnette d'alarme, insistant sur le fait que la bonne continuation des négociations tient au respect par les uns et les autres des engagements qu'ils ont acceptés devant les représentants de la communauté internationale.

Concernant ces négociations, Un «forum national» en vue

indiqué que celles-ci continuent malgré l'absence de représentants de Andry Rajoelina. Les travaux d'hier Ambohimambola ont porté sur l'organisation prochain d'une concertation élargie aux représentants de toutes les forces vives de la nation. En quelque sorte, un nouveau «forum national» comme on l'a fait en 1991 même si le schéma de sortie de crise qui va en sortir ne sera pas forcément le même. C'est un fait.

Miadana Andriamaro

MAINTIEN DE L'ORDRE

Quatre morts dans les manifestations

La liste des victimes s'allonge après les opérations de maintien de l'ordre de jeudi. Quatre morts et 35 blessés sont à porter au bilan d'hier.

Le bilan s'est alourdi après les affrontements entre les manifestants et

l'Emmonat dans la journée de jeudi. Hier, un homme a succombé sur son lit d'hôpital après qu'une balle meurtrière l'a atteint en pleine oreille. Il était tapi derrière un mur à Andohatapenaka avec sa sœur et son cousin lorsque les militaires ont ouvert le feu.

L'une des deux autres victimes a été tuée lorsqu'un projectile lui a transpercé l'orbite. Ces deux décès portent à quatre le nombre de morts par balle dans la nuit de jeudi. Au service des urgences, 35 blessés ont été enregistrés et 15 personnes sont placées sous soins intensifs à l'HJRA.

Six d'entre elles ont subi des interventions chirurgicales afin d'extraire les balles. Sept autres s'en sont sorties avec des fractures lors des bousculades. Deux ont été sérieusement touchées à la tête et les cinq restantes ont été admises au service de réanimation.

Les éléments de l'Emmonat ont également



Un manifestant est emporté de force par des éléments de l'Emmonat.

Procédé à des arrestations massives.

Face contre terre

Sur les 31 individus interpellés, 14 ont été placés sous mandat de dépôt au terme de leur mise en examen effectuée au parquet d'Anosy dans la journée d'hier. Les principaux chefs

d'inculpation qui pèsent sur eux sont : association de malfaiteurs, troubles de l'ordre public et actes de cambriolage.

La plupart des prévenus ont été rassemblés sur la Place du 13-Mai, couchés sur le trottoir, face contre terre. Certains ont été appréhendés après avoir

couvert de jets de pierres les militaires. Des mères de familles ont également été arrêtées. L'une indique qu'elle est commerçante et regagnait son domicile à Itaosy lorsque les forces de l'ordre l'ont arrêtée.

Seth Andriamarohasina

07-03-2009

Redevenez PDG, Monsieur le PRM !

Par Nasolo-Valiavo Andriamihaja

Marc Ravalomanana ne fait peut-être pas un bon président de la République, mais personne ne conteste ses qualités de capitaine d'industrie. Bien avant qu'il n'arrive au pouvoir, il avait fait de son groupe Tiko un fleuron industriel du « Vita malagasy »

Il gère la République comme il gèrerait son entreprise, lui reprochait-on régulièrement. La procédure démocratique et l'esprit républicain ne fonctionnent certes pas comme une part majoritaire au sein d'un conseil d'administration. Les partis d'opposition ne peuvent être dissuadés comme les syndicats ouvriers d'une entreprise privée. Les généraux, les magistrats ou les hauts fonctionnaires, dont la nomination ou la démission restent pourtant à la discrétion du pouvoir exécutif, ne sont pas exactement des employés à la disposition des humeurs, caprices ou lubies d'un président omnipotent

Le cap, que Marc Ravalomanana pouvait fixer en solitaire pour son entreprise, doit s'accommoder des amendements, critiques et suggestions, des forces vives de la nation en ce qui concerne le gouvernement d'un État. La procédure des finances publiques, acquis historique des assemblées parlementaires britanniques, obéit à une orthodoxie technique qui ne permet pas des « investissements » imprévisibles ni des toquades « visionnaires »

Ses qualités et habitudes de Président-directeur général étaient devenues des défauts comme président de la République. Le PDG pouvait décider en solitaire, le PRM vit sous le contrôle de millions d'électeurs. Le PDG était propriétaire, le PRM est un commis du suffrage universel. Le PDG pouvait inculquer une philosophie maison, le PRM ne peut obliger les commis de l'État à se conformer à son piétisme.

Madagascar a besoin de plusieurs PDG comme Marc Ravalomanana et de nombreux empires industriels comme Tiko. Le développement du pays passe par la création de millions d'emplois et par la création de richesses. On peut se débarrasser de Marc Ravalomanana comme président de la République, mais il faut l'associer comme PDG d'un important groupe industriel au développement d'un véritable tissu économique à Madagascar. Autant sa gestion un peu trop personnelle des affaires de l'État prête flanc à la controverse, autant ses qualités de capitaine d'industrie ne sauraient être remises en cause. Dans l'intérêt de Madagascar, il faut optimiser chaque ressource humaine dans son domaine de prédilection et d'excellence

La censure politique contre le président de la République Marc Ravalomanana ne doit donc pas s'étendre à la destruction de ce formidable outil de production de valeur ajoutée qu'est l'entreprise Tiko. Il faut aider ce PRM controversé à redevenir le PDG incontestable qu'il était

Source :

<http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=24900&search=Redevenez%20PDG,%20Monsieur%20le%20PRM>

07 MARS 2009

COMMUNIQUÉ

Face à la situation qui prévaut actuellement, nous, Comité Préparatoire des Etats Généraux de la Démocratie et des Valeurs Républicaines à l'issue de l'appel du 21 janvier 2009, condamnons avec véhémence tout usage de la force, tout acte de violence et toutes formes de corruption touchant particulièrement les forces armées opérationnelles. Ce sont des faits complètement en contradiction avec les normes de la démocratie et des valeurs républicaines que nous défendons avec énergie.

Quelles que soient les vicissitudes de la situation politique, le Comité a œuvré et vise à faire vivre ces valeurs par la tenue prochaine des Assises des Etats Généraux.

En conséquence :

- nous demandons la liberté d'expression par l'accès de tous aux médias publics et la prise en compte de la santé et du bien-être de la population dont l'intégrité et la sérénité sont menacées par l'utilisation des armes, des bombes assourdissantes et des gaz lacrymogènes ;
- nous constatons que les principales victimes des forces de répression sont les couches les plus vulnérables de la société. L'agissement de troupe de choc payé parmi les populations vulnérables risque de conduire vers une guerre civile ;
- nous condamnons les actes de barbarie inqualifiables, en contradiction totale avec les valeurs malgaches et les droits énoncés dans le Pacte International des Droits de l'Homme dont Madagascar est signataire ainsi que des infractions à ces droits pouvant être traduits devant le Cour Pénale Internationale ;
- nous exhortons les forces de l'ordre et l'Armée à considérer l'intérêt supérieur de la Nation avant toute autre considération partisane.

Antananarivo, le 07 mars 2009

Sehatra Fanarahamaso ny Fiainam-pirenena (SEFAFI)

Club Développement et Ethique (CDE)

Fédération Nationale des Organisations d'Ingénieurs Malagasy (FNOIM) / Ordre des Ingénieurs de Madagascar (OIM)

Comité National pour l'Observation des Elections (CNOE)

Conseil National Economique et Social (CONECS)

Fédération des Associations professionnelles des Mines (FEDMINES)

Petites et Moyennes Entreprises – Bâtiments et Travaux Publics (PME-BTP)

FANAMBARANA

Eo anatrehan'ny zava-tsarotra lalovan'ny Firenena ankehitriny, izahay Komity Mpanomana ny « Etats Généraux de la Démocratie et des Valeurs Républicaines » izay nanao antso tamin'ny 21 janoary 2009 dia manao izao fanambarana izao :

- manameloka tanteraka ny fampiasana hery sy fitaovam-piadiana mahery vaika amina vahoaka maneho ny heviny toy ny nataon'ny mpitandro filaminana, na teto andrenivohitra na tany amin'ny faritra, ary izany dia natao tao anatin'ny tsy fifandanjan-kery, satria basy no nasetry ny tanam-polo ;
- manameloka ny herisetra sy habibiana tsy roa aman-tany nataon'ireo miaramila sasantsasany lazaina fa mpitandro ny filaminana, toy ny hita tao amin'ny fahitalavitra iray : natsipy tao amin'ny lakandrano Andriatany ireo olona ary nodarohana, ohatra hafa ihany koa : mpivady miomana hody rehefa avy mivarotra, ka ilay Rangahy novelesina vodi-basy ary ilay Ramatoa nofetahana tehamaina, ary nalaina ny entany.
- Marihina koa fa misy fampiasana vola entina manodina ny sain'ny vahoaka sy tompon'andraikitra ka atahorana ho lasa ady an-trano

Noho izany dia mampahatsiahy izahay fa ny fampiasana hery toy izao dia tsy mifanaraka amin'ny soatoavina malagasy ary tsy mifanaraka amin'ny Pacte International des Droits de l'Homme. Ny tsy fanajàna izany dia azo toriana any amin'ny Cour Pénale Internationale toy ny natao an'Atoa Omar Béchir tany Soudan.

Antananarivo, le 07 marsa 2009

Sehatra Fanarahamaso ny Fiainam-pirenena (SEFAFI)

Club Développement et Ethique (CDE)

Fédération Nationale des Organisations d'Ingénieurs Malagasy (FNOIM) / Ordre des Ingénieurs de Madagascar (OIM)

Comité National pour l'Observation des Elections (CNOE)

Conseil National Economique et Social (CONECS)

Fédération des Associations professionnelles des Mines (FEDMINES)
Petites et Moyennes Entreprises – Bâtiments et Travaux Publics (PME-BTP)